



N° 2 | 2021

La formation aux métiers du travail social : entre aspirations et injonctions

---

## Editorial

**Dominique Paturel**

*Chercheuse*

*Collectif Démocratie Alimentaire*

**Anna Rurka**

*Maître de conférences*

*UFR Sciences psychologiques et Sciences de l'éducation et de la formation (UFR SPSE)*

*Centre de recherche Education et formation (CREF, EA 1589)*

*Paris West University Nanterre La Défense*

---

### Édition électronique :

**URL** : <https://articulations.numerev.com/articles/revue-2/2668-editorial>

**DOI** : 10.34745/numerev\_1739

**ISSN** : 2728-834X

**Date de publication** : 16/12/2021

Cette publication est **sous licence CC-BY-NC-ND** (Creative Commons 2.0 - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification).

---

Pour **citer cette publication** : Paturel, D., Rurka, A. (2021). Editorial. *Articulations*, (2).

[https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev\\_1739](https://doi.org/https://doi.org/10.34745/numerev_1739)

## Mots-clefs :

---

C'est avec un grand plaisir que nous accompagnons la parution du numéro 2 consacré à la formation aux métiers du travail social. Ceci est l'un des sujets clés discuté lors de la préparation du « Livre vert » sur l'état du travail social en France, qui sera remis au ministre à l'occasion de la Journée mondiale du travail social (15 mars 2022) sur le thème: "Co-construire un nouveau monde éco-social : Ne laisser personne de côté".

Ce Livre vert constitue une première réponse à l'invisibilité publique des travailleurs sociaux. La diminution d'attractivité des professions du travail social en France semble se produire en miroir aux « commandes » publiques renforcées, à l'augmentation de toute sorte d'inégalités, à une multiplication de dispositifs résultant d'incapacité du système à résoudre durablement des problèmes sociaux et ceux de la santé publique, dans un contexte de rationalisation des moyens publics. Cela produit également des tensions au niveau des formations, récemment reformées par deux décrets et six arrêtés du 22 août 2018, relatifs aux diplômes d'Etat de CESF, d'assistant de service social, d'éducateur technique spécialisé, d'éducateur spécialisé et d'éducateur de jeunes enfants. La montée en charge organisationnelle des établissements de formation, l'expertise technique à articuler avec la recherche académique, les lieux de stage manquants et la multiréférentialité du positionnement professionnel dans des contextes d'intervention qui se sont complexifiés au cours des dernières années constituent seulement certains défis d'aujourd'hui.

Ce numéro 2 s'annonce encore et aussi à l'aune de la crise sanitaire. Cette crise aura fait sortir de l'ombre ces métiers dit du lien, largement pris en charge par les femmes.

Une mission de la Commission économique du Parlement français parlementaire a déposé un rapport dans lequel une analyse est faite des conditions de travail, des conditions d'emploi et des conditions de formation. Il en ressort un bilan de grande précarité où la justification morale de la vocation cache en réalité la pauvreté et un dur travail tant sur le plan physique que mental. Ces femmes que l'on retrouve dans le documentaire « Debout les Femmes » nous montre avec acuité, l'agileté de leurs savoirs faire, souvent construits avec les personnes aidées sous le regard de leurs collègues : nous sommes là, dans la perception de l'interdépendance liée à la vie humaine ordinaire et la reconnaissance par ces femmes, de cette réalité.

Pour nous, actrices engagées dans la recherche en travail social, cette mise au jour et cette amorce de conscientisation de ce que représente ces métiers dits du lien, est un pas vers une société plus égalitaire et plus juste. Une condition cependant nous paraît essentielle, notamment en regard de l'actualité récente concernant les EPHAD : les

activités concernées doivent garder comme fondement la place des hommes et des femmes aidé.es et des travailleuses de ce secteur. En d'autres termes, ces activités ne doivent pas se transformer en marchandises au service d'une financiarisation dans laquelle la vie ordinaire est secondaire.

Ces travailleuses d'aide à domicile ont créé une association dont le nom dit tout : Collectif national La Force Invisible des Aides à Domicile.

Le point positif de tout cela semble être la prise de conscience de la société quant aux problèmes accumulés depuis les décennies et mis au grand jour par la pandémie. La fragilité éprouvée par tout un chacun dans ce contexte mais aussi les mouvements sociaux des soignants et des travailleurs sociaux contribuent à la conscientisation générale, c'est-à-dire à la compréhension du caractère structurel et systémique d'une oppression généralisée et multifactorielle.